

SMITer

Sans ouvriers de l'État, pas de montée en puissance !

Une réunion bilatérale avec le GDI GASANÇON, directeur du SMITer, s'est déroulée le 24 mars 2026 à Versailles, dans un contexte de montée en puissance des missions marqué par des exigences opérationnelles accrues et une pression croissante sur les ressources humaines.

La délégation **FO Défense** était composée de Véronique OLLIERO, Cyril TROUILLER, Nicolas FÉTIS et Mohamed-Ali ANFIF.

En propos liminaires, le Directeur a confirmé le rôle central du service dans le maintien en condition opérationnelle terrestre, avec des activités soutenues tant en production qu'en logistique.

Pour **FO Défense**, cette montée en puissance se heurte à une réalité préoccupante : les ressources humaines actuelles apparaissent insuffisantes pour répondre durablement aux besoins. Le personnel civil, qui représente plus de 80 % des effectifs, est majoritairement positionné sur des fonctions techniques d'exécution, avec un âge moyen de 46 ans et une pyramide des âges qui traduit un besoin urgent de renouvellement. Le modèle repose aujourd'hui sur une masse importante de personnel ouvrier de l'État, avec un encadrement limité.

Pour le Directeur, les difficultés de recrutement restent un point majeur de blocage. Les contraintes administratives, la rigidité des processus, le manque d'attractivité et les délais trop longs, entraînent des pertes d'opportunités et empêchent d'atteindre pleinement les objectifs fixés. Malgré un bilan 2025 légèrement positif, les recrutements n'ont pas permis de compenser les besoins structurels ni d'anticiper la montée en charge attendue, due au contexte géopolitique, où on demande aux agents d'être présents, réactifs, d'effectuer des heures supplémentaires...

Dans ce contexte, **FO Défense** a réaffirmé avec force une exigence centrale : le recrutement massif d'ouvriers de l'État doit devenir une priorité absolue. Les ouvriers de l'État constituent le socle des compétences techniques et industrielles du ministère, et leur rôle est déterminant dans la réalisation des missions du SMITer. Or, les effectifs actuels, combinés aux départs à venir et aux difficultés d'attractivité, ne permettront pas de soutenir le niveau d'activité exigé dans les années à venir.

FO Défense alerte sur le risque majeur que représente cette situation pour la capacité opérationnelle et la souveraineté industrielle. Nous avons insisté pour que soit mise en place une politique volontariste, pérenne et ambitieuse, reposant sur des recrutements à la hauteur des besoins, mais aussi sur la réouverture des écoles de formation d'ouvriers de l'État, indispensables pour assurer la transmission des savoir-faire et préparer les compétences de demain.

FO Défense a également interpellé le Directeur sur la formation et l'adaptation des compétences, notamment face à l'évolution des matériels vers des technologies plus complexes.

Par ailleurs, les dispositifs complémentaires, comme le recours aux vacataires, à l'intérim ou à la Réserve Industrielle de Défense (RID), restent insuffisants pour répondre aux besoins structurels. La RID, en particulier, souffre encore de lourdeurs administratives, d'un manque de lisibilité et d'un modèle qui reste à consolider.

La transformation du SMITer vers un modèle plus opérationnel impose une montée en puissance rapide des capacités, avec l'objectif de soutenir une division dans des délais contraints. Cette évolution se traduit par des exercices concrets, notamment dans le cadre d'ORION, intégrant des renforcements internes, externes et des organisations de travail adaptées. Néanmoins, plusieurs fragilités persistent, notamment en matière de moyens, de protection, d'encadrement et de conditions de travail.

FO Défense a également mis en garde contre un recours excessif à l'externalisation, qui fragiliserait la souveraineté, la réactivité-

Au final, cette bilatérale met en évidence un déséquilibre préoccupant entre des missions en forte expansion et des moyens humains qui peinent à suivre.

Le SMITer est bloqué par la politique menée par l'Administration, qui ne répond pas au besoin exprimé. Comment faire pour recruter, fidéliser et « augmenter les salaires » ?

Comment peut-on vouloir défendre la notion avec des outils d'hier ?

FO Défense a ainsi identifié trois revendications majeures :

- la mise en œuvre d'un plan massif de recrutement d'ouvriers de l'État,
- la réouverture des écoles de formation pour garantir la transmission des savoir-faire et le maintien des compétences au sein du ministère,
- une externalisation strictement complémentaire.

Pour **FO Défense**, ce n'est qu'à ces conditions que le SMITer pourra garantir un maintien durable des capacités industrielles et opérationnelles face à d'autres nations, et être crédible face à la menace.

Syndiquez-vous et rejoignez FO Défense !

Paris, le 21 avril 2026

COMMUNIQUÉ

